

JIAPD : Conclusion

Au terme de cette journée d'étude, je voudrais remercier tous les intervenants et intervenantes. Je voudrais également vous remercier pour l'énergie qui s'est dégagée durant toute la journée grâce à votre écoute attentive et vos questions. Ce fut une journée riche en concepts, en idées, en propositions. Les compte-rendus d'expériences ont de ce point de vue été un moment fort pour nous montrer comment concrétiser les notions en séances et projets éducatifs.

Il me semble important que la formation continue des professionnels de l'information et de la communication ne se résume pas à la transmission de savoir-faire, mais au contraire serve à développer une « attitude critique », une « disposition critique », une capacité à trouver un chemin qui évite à la fois la mise en doute systématique, je dirais même dogmatique, au nom du « risque », et qui néanmoins participe du doute raisonné qui permet de trier le bon grain de l'ivraie.

Dire ceci n'est pas simplement dessiner un chemin de crête fragile, mais proposer que chacun et chacune développe une attitude incorporée, qui nous permette d'abord d'exercer pour nous-mêmes notre regard critique. Pour rester en phase sur le long terme avec cette « disposition critique », les journées d'étude sont utiles, mais je pense qu'il faut continuer au delà. Tout comme les élèves emportent des travaux à la maison, les professionnel·les doivent continuer à se former par la lecture, par l'échange inter-professionnel sur le lieu même de l'exercice. J'ai choisi d'être éditeur parce que je crois à la force du livre. Tous les changements profonds qu'a connus notre monde ont été précédés par des livres. Le livre permet de multiplier les aspects d'une question, de la traiter en profondeur, ce qui n'entre pas dans la pratique ni des exposés comme le mien actuellement, ni des médias qui doivent maintenir l'attention et privilégient les formats courts et directs, ni moins encore les médias sociaux qui ont en ligne de mire les « échanges » ou plutôt les « chicaneries de cour d'école » qui font les bons publics. Cela ne se résume pas aux essais ou aux livres professionnels. Le roman lui-même participe de la construction de cette « attitude critique » en nous permettant d'accéder à l'individualité d'autrui, ce qui développe en nous l'empathie, la capacité à aborder l'autre en essayant avant tout de le comprendre. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que de plus en plus des cours de littérature sont inscrits aux programmes des études médicales, justement pour poursuivre cet objectif de développer l'empathie. Celle dont nous avons tant besoin face aux désastres qui agitent le monde, dont notamment la trentaine de guerres actuelles, même si nous ne nous focalisons que sur les deux plus proches de nous.

La formation multidisciplinaire dont ont besoin les professionnels de l'information répond à l'appel que lancé par toute la profession pour développer la transversalité de l'enseignement scolaire, notamment celle des « enseignements à... ». Éduquer à la « disposition critique », éduquer à la confiance par l'évaluation des sources, comme le recommandait Florian Dauphin.

Car le monde a besoin de savoir distinguer ce qui est vrai de ce qui ne l'est pas. Et ceci aussi est un chemin difficile et semé d'embûches.

Une information qui nous plaît, qui entre en écho avec nos convictions est-elle vraie ? Comment vérifier deux fois de telles informations pour ne pas céder à l'émotion ? Un modèle pédagogique basé sur des règles ou des cases à cocher pour l'éducation aux médias et à l'information marche-t-il vraiment avec les enfants ou les adolescents auquel il est destiné ? Faut-il accompagner les pratiques des jeunes sans rien dire, mais en restant ouverts au dialogue qu'ils pourraient initier, ou au contraire, comme on nous y incite avec certainement trop d'insistance, n'en montrer que les aspects négatifs, et développer une culture du risque informationnel et communicationnel ?

Une information qui nous déplaît, qui met en cause nos convictions est-elle pour autant fautive, fabriquée, manipulatoire pour ne pas dire « complotiste » comme le veut la mode ? Comment la prendre en compte comme un autre éclairage sur notre monde, un monde dont la complexité a sacrément besoin d'un maximum de spots de lumière sur tous les axes ? Faut-il toujours refuser les idées minoritaires ? Rappelons ici la maxime de Margaret Mead : « Ne doutez jamais qu'un petit nombre de citoyens volontaires et réfléchis peut changer le monde ; en fait, cela se passe toujours ainsi ».

La fiabilité d'une information ne se décrète pas. On a parfois beaucoup d'indices, voire de preuves, et c'est très bien. Mais souvent, surtout dès que l'on entre dans la transformation des informations en concepts et connaissances, en points de vue et en projets, la fiabilité des bases et des faits sur lesquels on s'appuie est plus difficile à démontrer. C'est une question récurrente dans le domaine scientifique. Une « vérité scientifique » n'est jamais acquise pour toujours. On pourrait même dire que sa force de vérité est d'être capable d'intégrer les idées qui vont la contester. La faillibilité d'une théorie est essentielle. Tout comme la capacité à englober les théories déchues. Comme dans l'exemple classique développé par Thomas Kuhn dans *La structure des révolutions scientifiques*, la théorie de la relativité a pu à la fois dépasser et englober la physique newtonnienne.

La science participe d'une négociation entre spécialistes pour construire des consensus qui deviennent la « vérité » du moment... Même si des voix minoritaires peuvent subsister, elles doivent alors faire leurs preuves, au propre comme au figuré. La plupart du temps, le consensus n'est remis en cause qu'ultérieurement, quand de nouveaux éléments jusqu'alors inconnus se font jour. Accepter le consensus scientifique c'est faire avancer la science.

Certes, on nous parle beaucoup actuellement de mouvements anti-science, de personnes qui refusent d'accepter le consensus de vérité défini par les scientifiques au nom même de ce qu'il pourrait demain être remis en cause... en oubliant que les nouvelles théories, si elle remettent en cause d'anciennes approches se doivent de les intégrer.

Un vaste mouvement anti-science est aujourd'hui très développé. Malheureusement il ne s'agit pas seulement d'illuminés, de créationnistes ou de leurs adeptes. Le plus grave mouvement anti-science de notre époque est mis en œuvre au plus haut niveau. Alors que le consensus scientifique concernant le futur de notre planète est acquis non seulement entre spécialistes du domaine comme les climatologues ou les biologistes des populations, mais également partagé par plusieurs domaines scientifiques au sein de GIEC... ce sont nos gouvernants qui refusent d'écouter et s'acharnent à nier les préconisations des scientifiques qui s'expriment sur les crises écologiques, le climat ou la perte de biodiversité.

Oui, c'est bien d'en haut, de nos dirigeants politiques et économiques, que vient le courant anti-science le plus dangereux. Et pas seulement parce qu'ils traitent de noms d'oiseau les acteurs de la recherche en sciences humaines, les études de genre ou les naturalistes. Ce sont ces discours ou pratiques anti-science venu d'en haut qui vont renforcer le sentiment de perte de repères, et ouvrir la porte à ce sentiment d'incrédulité envers tout... y compris envers la construction d'un futur souhaitable. Le nihilisme dont font preuve les dirigeants du monde, qui courent à toute vitesse vers le mur, ne peut que renforcer le nihilisme social.

Mais c'est tellement plus simple d'accuser les « rézosocios », les « zécrans » et de déclarer en faillite l'école qui n'arrive que difficilement à faire émerger les chercheurs et chercheuses de demain. Nous sommes tellement loin de « l'attitude critique » incorporée dans un savoir-être en société.

Mais n'est-ce pas également parce que l'idée même de « société », avec ses contradictions, ses cultures populaires, ses institutions intermédiaires, ses processus d'accordage entre groupes qui tend à s'effacer du discours général ? Si on part de la formule célèbre de Margaret Thatcher « There's no such thing as a society » (la société n'existe pas), on voit se développer depuis quarante ans une marche continue pour réduire la place des corps intermédiaires.

L'informatique a largement participé à cette occultation. Principalement d'ailleurs parce qu'il est difficile de modéliser ces corps intermédiaires, ces groupes qui construisent collectivement du savoir, des prises de position, des points de vue et qui s'engagent dans des conflits plus ou moins feutrés ou violents. Le modèle informatique standard, c'est « une machine = un individu » et le consensus se construit par le « vote », ou plutôt par un sondage d'opinion : combien d'individus isolés remplissent les critères demandés par tel ou tel partenaire de la plateforme. Les discussions qui permettent de se faire un point de vue structuré n'ont pas leur place, ou alors sont réduits à la propagande. Pour l'idéologie californienne qui imprègne tous les modèles d'affaire des acteurs du numériques, les individus seraient capables par eux-mêmes de juger, d'évaluer, de se faire leur idée. Et donc peuvent être livrés, au nom d'une soit-disant « liberté d'expression » à tous les manipulateurs, les fanatiques, les, tiens oui, les « influenceurs ». L'asymétrie d'information devient alors flagrante, et le rêve des Lumières d'une société qui s'organiserait pour évaluer collectivement, devant le tribunal de la raison, les choix et les destinées se trouve

remplacée par un combat de démagogues. Que le plus démagogue l'emporte, surtout si cela rapporte, car si les médias savent quelque chose de leur propre fonctionnement, c'est bien que l'affrontement, le combat, le pugilat font venir le public.

C'est donc à partir de la base, de vous professeur·es spécialistes de l'éducation aux médias et à l'information, une éducation qui est aujourd'hui à la fois multiforme et essentielle qu'il convient de ramener la science, les faits, la crédibilité au cœur de la formation citoyenne que nous avons le devoir de transmettre à notre jeunesse.

Oui, tout le monde s'accorde à penser que la démocratie est malade. Il nous faut ré-engager le débat de fond sur ce qu'est réellement une société démocratique. Pour moi, ce doit être une société de communication, où l'on s'écoute entre dirigeants et dirigés, où l'on respecte et négocie avec les corps intermédiaires et où la solidarité l'emporte sur les inégalités. Il y a une « attitude démocratique » tout comme il y a une « attitude critique ». Cela ne peut se réduire à des modèles formels, des cases à cocher sur un bulletin de vote toutes les x années. L'attitude démocratique doit s'incorporer, devenir savoir-être.

Et donc s'appuyer sur la fiabilité des informations, des faits. Il ne suffira pas de dénoncer les « faits alternatifs » chers à Donald Trump. Ni de moquer les « hallucinations » que portent les intelligences artificielles génératives, qui se doivent d'inventer quand elles ne savent pas et qui ne peuvent citer leurs sources en fonction même de leur modèle d'entraînement qui s'appuie sur les probabilités.

La démocratie a besoin de transparence sur les faits. Transparence, un terme très largement utilisé lors de cette journée d'étude. Elle a besoin de journalistes capable d'enquêter et de dénicher des documents qui mettent à nu le fonctionnement social. Les menaces qui pèsent sur ces journalistes dans le monde entier sont des insultes à la démocratie. La transparence a également besoin que les lecteurs des informations sachent les lire, c'est-à-dire les interpréter. Une culture des données, une utilisation des chiffres, des pourcentages n'est pas simple. Or trop souvent les désinformateurs, qu'ils soient au pouvoir ou non, s'appuient sur des chiffres comme argument d'autorité. Et voilà, on retrouve encore ici la transdisciplinarité propre aux études et aux enseignements d'information et de communication.

L'environnement médiatique actuel, du numérique à la presse, des télévisions aux intelligences artificielles est devenu le flux dans lequel nous baignons toutes et tous. S'agit-il d'un « quatrième pouvoir », ou bien du premier d'entre eux ?

Il me semble que c'est à ce niveau de questionnement qu'il faut construire l'enseignement aux médias et à l'information, sans le découper en tranches. Parce que c'est urgent et nécessaire. Et parce que vous, professeur·es documentalistes en êtes les spécialistes reconnus. La table-ronde de compte-rendus d'expérience était passionnante de ce point de vue. Votre inventivité, votre dévouement n'est malheureusement pas reconnu à sa juste valeur. Mais c'est certainement parce que

vosre pratique est, de facto, une remise en cause de la pédagogie descendante. Parce que vosre pratique reprend le message de toutes les formes alternatives d'éducation qui ont été expérimentées depuis deux siècles, et qui portent différents noms, mais défendent un même esprit : « école mutuelle », « école moderne de la pédagogie Freinet », « éducation populaire », « classe dehors »...

Soyons clairs : la « société de l'information » demande une pédagogie nouvelle. Appelons-la « éducation aux médias et à l'information »... et disons bien fort que c'est vous qui en avez la charge. Merci à vous.